



Arrêt

n° 169 102 du 06 juin 2016
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 juin 2015, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que l'ordre de quitter le territoire, pris le 27 avril 2015 et lui notifiés le 21 mai 2015.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 26 juin 2015 avec la référence X
Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 4 mai 2016 convoquant les parties à l'audience du 23 mai 2016.

Entendu, en son rapport, S. PARENT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me C. DEVOS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. En date du 4 novembre 2010, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour, s'appuyant à cet égard sur l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. Le 10 octobre 2011, cette demande a été déclarée irrecevable. Un ordre de quitter le territoire a été pris en conséquence de cette décision.

1.3. Le 27 mai 2012, le requérant a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger par la police de Grimbergen. La décision du 10 octobre 2011 ainsi que l'ordre de quitter le territoire l'accompagnant lui sont notifiés.

1.4. Le 1^{er} juin 2012, une demande d'autorisation de séjour s'appuyant sur l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 est introduite. Cette demande est déclarée irrecevable le 25 juillet 2012. Un ordre de quitter le territoire est également pris ce même jour.

1.5. Le 24 septembre 2014, le requérant introduit une nouvellement demande d'autorisation de séjour s'appuyant sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. À l'occasion de celle-ci, il invoque sa paternité d'un enfant né en Belgique le 23 avril 2014, dont la mère est née en Italie et est de nationalité congolaise.

1.6. Le 27 avril 2015, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour précitée. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, lui a été notifiée le 21 mai 2015 et est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Monsieur déclare être le père d'un enfant né en Belgique [N.T.N.], de nationalité congolaise, né à Woluwé-Saint-Lambert le 23/04/2014 et dont la mère est Mme [K.N.], née à Rome (Italie) le 15/05/1983, de nationalité congolaise.

D'une part, notons que Madame était autorisée au séjour, selon une déclaration d'arrivée, jusqu'au 29.07.2014, elle se trouve dès lors en séjour irrégulier, tout comme l'enfant.

D'autre part, Monsieur ne prouve pas cohabiter actuellement avec Madame et l'enfant, et ne prouve aucun lien affectif ou financier avec ce dernier.

Monsieur ne prouve pas non plus que Madame, étant congolaise, ne pourrait le suivre au pays d'origine avec l'enfant, si elle le souhaite, le temps pour Monsieur de régulariser sa situation conformément à la législation en la matière.

Enfin, il est à souligner que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé [sic] mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises, au besoin en effectuant entre-temps des courts séjours en Belgique. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une [sic] formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.(CE n° 165.939 du 14 décembre 2006 ; C.C.E. – Arrêt N° 1589 du 07/09/2007)

Notons encore que la naissance d'un enfant n'empêche pas, en soi, de se conformer à la législation belge en matière d'accès au territoire et donc de lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes (Arrêt du 11.10.2002 n° 111444).

Monsieur invoque son intégration : illustrée par le fait qu'il ait noué des attaches, qu'il parle le français et ait suivi des cours de néerlandais, qu'il souhaite travailler et dispose d'une promesse d'embauche et invoque à ce titre l'article 23 de la déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Charte sociale européenne qui proclament le droit au travail, et la longueur de son séjour, il déclare être arrivé en 2010.

Nous constatons d'abord que l'intéressé n'apporte aucun élément au dossier nous permettant de conclure qu'il aurait séjourné de manière ininterrompue en Belgique depuis son arrivée.

Ensuite, rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. IL en résulte que la longueur de séjour et son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'État – Arrêt n°100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'État – Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

Quant à son désir de travailler, notons que Monsieur ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer une quelconque activité lucrative. Quant aux articles invoqués, notons que le droit au travail de Monsieur est tout à fait respecté, néanmoins, ne disposant pas de l'autorisation requise, il ne peut travailler. En effet, une législation en la matière est existante.»

Le même jour, un ordre de quitter le territoire a été pris. Cette décision, qui constitue le deuxième acte attaqué, est motivée comme suit :

« Motif de la décision :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : Monsieur est entré sur le territoire muni d'un passeport non revêtu de visa – défaut de visa»

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation du « devoir de motivation comme prescrit dans la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et dans l'art. 62 Loi étrangère du 15 décembre 1980 ». Elle considère que la motivation de « l'Administration n'est pas une motivation valable ».

À cet égard, elle réitère l'impossibilité pour le requérant de faire « la demande au consulat de Belgique au Congo (circonstance exceptionnelle) vu qu'il n'a pas la possibilité de voyager : il est père d'un enfant ([N.]) né en Belgique le 23/04/2014. » Elle rappelle que le requérant séjourne « effectivement » en Belgique depuis « l'an 2010 ». Elle fait mention du patron d'un restaurant italien qui connaît la famille du requérant « depuis longtemps » et que ce dernier s'est « très bien intégré à Bruxelles et plus généralement en Belgique ». Elle ajoute que le requérant a un « lien affectif » avec son enfant et la mère de celui-ci, produisant à cet égard une photographie.

2.2. La partie requérante prend un deuxième moyen de la violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle rappelle sa paternité, le fait que son fils est né en Belgique, que la mère de celui-ci est née à Rome et est de nationalité congolaise et qu'enfin sa propre mère, Claudine M. est de nationalité italienne et est autorisée au séjour en Belgique (production de la copie de la carte E en annexe à la requête).

2.3. La partie requérante prend un troisième moyen de la violation de l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Charte sociale européenne qui « proclament le droit au travail ». Elle estime que la partie défenderesse ne respecte pas le droit au travail du requérant, ce dernier se référant à une déclaration de R. Z., patron d'un restaurant italien à Bruxelles – déclaration versée au dossier administratif – qui fait valoir en substance son désir d'engager le requérant dans le cadre d'un CDI en raison de ses connaissances culinaires. La partie requérante ajoute qu'il est « très important d'avoir la possibilité de travailler (comme père de famille) » et affirme que le « requérant peut assurer sa propre subsistance en Belgique.

3. Discussion.

3.1.1. Le Conseil rappelle qu'en l'espèce, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée, lequel dispose que « *Lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un titre d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité du lieu où il séjourne, qui la transmettra au Ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique* ».

Le Conseil souligne que dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé.

Les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour. Le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et, si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

À cet égard, le Conseil rappelle ensuite que l'obligation de motivation formelle, laquelle est consacrée par les dispositions de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et par l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, dont leur violation est vantée par la partie requérante, *n'implique que* l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite, mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de *connaître* les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Enfin, le Conseil souligne que dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Son contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui ont été soumis.

3.1.2. En l'espèce, s'agissant du premier moyen, le Conseil observe que la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a pris en considération, et a, de façon détaillée, exposé les raisons pour lesquelles elle a considéré, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, que les principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour du requérant ne constituent pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué *supra*. Il en est notamment ainsi des éléments relatifs à sa déclaration de paternité d'un enfant congolais né en Belgique, la présence de la mère de l'enfant en Belgique et du respect de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : « la CEDH »). Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne à cet égard à réitérer les éléments déjà invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour, sans néanmoins démontrer que l'obligation de motivation formelle n'a pas été respectée; la partie requérante n'opère pour le surplus pas à la démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation de la partie défenderesse à cet égard. Partant, la décision attaquée est suffisamment et valablement motivée à cet égard.

3.2.1. S'agissant des éléments invoqués dans le premier moyen ainsi que de la violation de l'article 8 de la CEDH invoquée dans le deuxième moyen, l'énumération de ces éléments, déjà rencontrés par la partie défenderesse dans la décision attaquée, est insuffisante quant à établir qu'il s'agit de circonstances exceptionnelles. Par ailleurs, la seule production de deux photographies n'est pas de nature à démontrer la réalité d'un lien affectif jugé défaillant par la partie défenderesse. Partant, la partie requérante demeure en défaut de démontrer la réalité d'un lien affectif et financier entre les protagonistes.

Ainsi, en ce qui concerne le long séjour allégué par la partie requérante (depuis 2010) et les éléments d'intégration invoqués, il convient de relever que la partie défenderesse a examiné en détail ces éléments et a valablement motivé sa décision en indiquant que ces éléments ne pouvaient être considérés comme étant des circonstances exceptionnelles au sens de la loi à défaut d'avoir démontré « *qu'il lui est particulièrement difficile de retourner dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger* », ce que la partie requérante reste en défaut de contester. Ainsi, le Conseil constate qu'en mentionnant dans la décision attaquée que « *Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* » et en précisant ensuite les raisons pour lesquelles chacun d'entre eux ne constituait pas pareille circonstance, la partie défenderesse a procédé à un examen à la fois circonstancié, individualisé et global de tous les éléments présentés par la partie requérante à l'appui de

sa demande d'autorisation de séjour, et ce, comme il a été jugé *supra*. Partant, requérir davantage, reviendrait à obliger la partie défenderesse à fournir les motifs des motifs de sa décision, ce qui excède ses obligations de motivation (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000).

En ce qui concerne l'article 8 de la CEDH – énoncé principalement au deuxième moyen, mais dont les éléments sont déjà rappelés dans le premier moyen relatif à la motivation formelle - le Conseil, par ailleurs, ne peut que constater le caractère succinct, voire peu circonstancié de l'argumentation de la partie requérante à cet égard, laquelle se contente de rappeler les éléments déjà évoqués devant la partie défenderesse à savoir notamment sa paternité d'un enfant congolais né en Belgique, de la présence de la mère de celui-ci, mais également de la présence de sa propre mère autorisée au séjour en Belgique.

Enfin, en tout état de cause, il y a lieu de rappeler que le Conseil d'État et le Conseil de céans ont déjà jugé que « *le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1^{er}, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les États contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les États qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les États conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non-nationaux et que les États sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les États fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. [...]* » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage, devenue la Cour constitutionnelle, a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise* » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que, l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Une telle exigence ne constitue dès lors pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale du requérant.

Par ailleurs, une simple lecture de la motivation de la décision attaquée permet de constater que la partie défenderesse a pris en considération la vie privée et familiale du requérant, motivation qui n'est pas utilement contestée par la partie requérante, comme il a été jugé *supra*.

3.2.2. Au vu de ce qui précède, les premiers et deuxième moyens pris de la vie privée et familiale ne sont pas fondés.

3.3.1. S'agissant du troisième moyen, le requérant n'est pas titulaire d'une autorisation de travail et n'est donc pas autorisé à exercer une quelconque activité lucrative. Aussi, c'est à juste titre que la partie défenderesse a considéré que cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle qui empêcherait ou rendrait difficile un retour temporaire.

Par ailleurs, comme le précise la partie défenderesse en termes de note d'observation, les contestations qui portent sur des décisions prises en exécution de la loi du 15 décembre 1980 ne se rapportent pas aux droits économiques et sociaux en sorte qu'elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 6 du Pacte visé au moyen (cf. C.E. 135.704 du 4 octobre 2004 ainsi que CCE n°23.778 du 26 février 2009). Or, il est valablement constaté par la partie défenderesse que le droit au travail du requérant est respecté, mais que ce dernier ne dispose pas des autorisations requises pour l'exercer. En outre, s'agissant de la possible relation professionnelle entre le restaurateur italien et le requérant, le Conseil renvoie à sa propre jurisprudence, laquelle se fonde sur celle du Conseil d'État, et plus particulièrement sur l'arrêt CCE n° 92535 lequel rappelle que « *non seulement l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle (dans le même sens : C.E., arrêt n°157.962 du 26 avril 2006), mais encore même l'exercice d'un travail saisonnier (dans le même sens : C.E. arrêt n° 110.548 du 23 septembre 2002), d'un travail sous contrat à durée déterminée (dans le même sens : C.E., arrêt n° 88.1152 du 21 juin 2000), d'un travail bénévole (dans le même sens : C.E., arrêt n° 114.155 du 27 décembre 2002) ou d'un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet (dans le même sens :: C.E., arrêt n° 22.864 du 15 septembre 2003) ne doit pas être considéré per se comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine. Le Conseil rappelle également qu'il a déjà été jugé dans un cas similaire que « ne constituent pas de telles circonstances (exceptionnelles) ni l'intégration socioprofessionnelle du requérant , spécialement alors que la signature des contrats de travail était subordonnée à la régularité de son séjour ni la longueur de leur séjour sur le territoire » (C.E., arrêt n°125.224 du 7 novembre 2003) ». In fine, le Conseil rappelle qu'en ce « qui concerne les étrangers, le droit au travail visé est nécessairement conditionné par l'autorisation préalable de travailler en Belgique »(CCE n°12.124 du 30 mai 2008), autorisation que ne semble pas posséder le requérant.*

3.3.2. Partant le troisième moyen n'est pas fondé.

3.4. Il résulte de ce qui précède que les moyens ne sont pas fondés.

3.5. Quant à l'ordre de quitter le territoire notifié au requérant en même temps que la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour et qui constitue le deuxième acte attaqué par le présent recours, le Conseil observe que la partie requérante n'expose ni ne développe aucun moyen pertinent à son encontre.

Aussi, dès lors qu'il n'a pas été fait droit à l'argumentation développée par la partie requérante à l'égard de la première décision attaquée et que, d'autre part, la motivation du deuxième acte attaqué n'est pas contestée en tant que telle, le Conseil n'aperçoit aucun motif susceptible de justifier qu'il puisse procéder à l'annulation ou à la suspension de cet acte.

4. Débats succincts.

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS DÉCIDE :

Article 1.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le six juin deux mille seize par :

S. PARENT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

J. SELVON, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

J. SELVON

S. PARENT